C’est dans ce contexte, que la réunion d’information, prévue en UFR droit et sciences politiques, s’est transformée en Assemblée Générale (AG) qui a voté l’occupation de l’Amphi A jusqu’au lendemain matin où une nouvelle AG devait se tenir. Celle-ci n’a pu avoir lieu car dans la nuit du 22 au 23 mars un commando armé, en lien avec des groupuscules d’extrême droite, a évacué par la force les étudiant·e·s mobilisé·e·s occupant l’amphi A, commando armé à qui il a été permis de pénétrer dans le bâtiment et de se livrer à cette agression d’une extrême violence. La nouvelle AG n’ayant pas pu se tenir, tout débat sur les revendications portées par le mouvement a été empêché. En dépit des fortes mobilisations, nous faisons le constat que le Président de la République et le gouvernement demeurent sourds aux légitimes revendications et que de nouvelles mesures aggravent chaque fois davantage la situation.

Si une commission disciplinaire vient de signifier des sanctions exemplaires à l’encontre de l’ancien doyen M. Pétel et de M. Coronnel de Boissezon, d'autres personnes, présentes ce soir-là, ont a minima approuvé l’intervention de la milice en se laissant volontairement enfermer avec les agresseurs tout en saluant leur action par des applaudissements. Ces personnes poursuivent, encore aujourd'hui, leurs activités à l’UFR droit et science politique sans que rien n'ait été fait, malgré les promesses, pour faire toute la lumière et notamment sur leur éventuelle implication. Par ailleurs, l'enquête judiciaire est toujours en cours. Un an après les faits, le juge n’a toujours pas entendu l’ensemble des victimes. Nous dénonçons cette justice de classe, où alors que de nombreuses arrestations et condamnations sont faites très rapidement envers les actrices et acteurs des mouvements sociaux, des actes à caractère fasciste restent encore impunis alors même qu’une année s’est écoulée depuis qu'ils ont été perpétrés.

Ce qu’il s’est passé l’année dernière fait écho à la répression généralisée des mouvements sociaux, en particulier dans les universités et les lycées, avec notamment de nombreuses agressions fascistes envers des militants survenues ces derniers mois. Ainsi, pour que les victimes soient entendues, pour que justice soit faite, mais aussi parce que nous n’oublions pas ni ne pardonnons aux agresseurs, **rassemblons-nous en un front anti-répression et antifasciste le vendredi 22 mars 2019 à 12h devant le bâtiment 1 de la faculté de Droit et de Science Politique**
.

Collectif du 22 Mars, ni oubli, ni pardon !